

PS (29)

MODIFICATION N° 2 DU PLU DE LA COMMUNE DE LE LUC EN PROVENCE

TABEAU RECAPITULATIF DES CONSULTATIONS DES PPA

DELAI DE REPONSE 1 MOIS

ANNEXE 1 a)

PPA	N° Recommandé	Date de réception de la demande d'avis	Maximum délai de réponse	Date de retour de l'avis accusé réception en Mairie	AVIS	CONTENU DE L'AVIS (résumé)	REPONSE DU MAIRE (résumé)
PREFET	2C 097 887 4298 0	21/12/2015	21/01/2016	Pas de retour	Réputé favorable		
SOUS PREFET	2C 097 887 4297 3	21/12/2015	21/01/2015	25/02/2016	Réputé favorable (au-delà du délai)		
DDTM service aménagement du territoire	2C 097 887 4295 9	21/12/2015	21/01/2015	Pas de retour	Réputé favorable		
DREAL PACA	2 C 097 887 4009 2	18/12/2015	18/12/2016	Pas de retour	Réputé favorable		
SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE LOISIR	2 C 097 887 4289 8	21/12/2015	21/01/2016	Pas de retour	Réputé favorable		
SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L'ELECTRIFICATION	2 C 097 887 4287 4	21/12/2015	21/01/2016	Pas de retour	Réputé favorable		
CCI DU VAR	2 C 097 887 4008 4	21/12/2015	21/01/2016	Pas de retour	Réputé favorable		
STAP DU VAR	2 C 097 887 4305 5	22/12/2015	22/01/2016	Pas de retour	Réputé favorable		
COMMUNAUTE DES COMMUNES CŒUR DU VAR	2 C 097 887 4306 2	21/12/2015	21/01/2016	Pas de retour	Réputé favorable		
CHAMBRE D'AGRICULTURE	2 C 097 887 42 91 1	21/12/2015	21/01/2016	20/01/2016	Défavorable	<ul style="list-style-type: none"> - Non prise en compte de la suggestion de règlement annexée à la charte agricole, - Seuls les bâtiments désignés en annexe du règlement pourront faire l'objet d'un changement de destination - Diminuer la surface des extensions (50 m²) autorisées en zone A - Indiquer dans l'art 14 titre 1 la destination des annexes autorisées en zone A - Ajout la mention « dès lors que ces extensions ou annexes ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site » et 	<ul style="list-style-type: none"> - Courrier en date du 3 février 2016 - l'intégration de la nouvelle suggestion de règlement de la zone A (juillet 2015) ne correspondait pas aux objectifs visés par la présente modification n°2, - Changement de destination des bâtiments existants : Le PLU ne prévoyant aucun changement de destination des bâtiments existants, en zone agricole, naturelle ou forestière, aucune modification du règlement n'a à être apportée. - Extension et annexes : Comme précisé à l'article A-2 -5, la limitation à 50 m2 de surface de plancher (SP) pour les annexes ne peut être autorisée qu'à condition qu'elles soient implantées à une distance maximale de 20 mètres par rapport à la construction principale existante, afin, comme le précise la note de présentation (page 18) " de favoriser un regroupement des constructions et d'éviter un mitage du paysage agricole". L'objectif d'intégration paysagère des annexes est clairement fixé par cette distance maximale et le risque de mitage de la zone

					<p>demande de définition des conditions des hauteurs et de densité des extensions ou annexes.</p>	<p>agricole n'est pas lié à une réduction de la superficie de 50 m2. Ce plafond ne sera pas donc modifié.</p> <p>Par contre, afin de prendre en compte votre demande, une précision sera apportée dans la rédaction de cet article A-2-5, en rajoutant un 4ème alinéa rédigé comme suit :</p> <p>"-Les dispositions des trois alinéas précédents ne s'appliquent qu'à condition que les extensions, annexes et piscines ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site", conformément à l'article L 151-12 du code de l'urbanisme.</p> <p>De même, une nouvelle règle de hauteur sera définie pour ces annexes et, à ce titre, le règlement précisera qu'elles sont limitées à 3,50 mètres, soit la moitié des 7 mètres autorisés pour les autres constructions en zone agricole.</p> <p>Nous vous rappelons, enfin, que la "densité" des extensions et des annexes est déjà définie dans le règlement, avec des règles limitatives précises (50 m2 de SP maximale pour les annexes, et 30% de la SP initiale avec un plafond de 250 m2, pour les extensions des habitations existantes.</p> <p>- Lexique : Les annexes, telles que définies dans le lexique du règlement (Titre 1 - Article 14 / page 16) ne concernent que la destination d'habitation, puisque, conformément à l'article L 151-11 du code de l'urbanisme, elles ne peuvent être autorisées, "dans les zones agricoles, naturelles ou forestières", que pour "les bâtiments d'habitations existants". Ces annexes sont donc strictement limitées par le code de l'urbanisme. En outre, le règlement accentue et précise ce cadre limitatif, en n'autorisant des annexes que pour des habitations existantes "présentant une surface de plancher initiale de 60 m2". Cette disposition a été retenue dans l'objectif d'éviter un mitage du paysage agricole.</p>
					<p>- Article A 11 trop restrictif – prendre en compte les spécificités des bâtiments techniques agricoles.</p>	<p>- Aspect extérieur : l'article 11 du règlement a été défini dans un objectif de valorisation des paysages agricoles. Une des deux modifications apportées dans le cadre de la présente procédure concerne la pente des toitures qui, par souci d'homogénéisation, doivent être comprises, sur toutes les zones, "entre 25 et 35%". La seconde modification concerne les dispositifs de clôture et ne fait l'objet d'aucune remarque émanant de la Chambre d'Agriculture du Var.</p>

							<p>Afin de prendre en compte votre demande, et conscient que cette disposition, qui s'applique aux toitures en tuiles, peut s'avérer trop restrictive pour d'autres types de constructions, notamment les bâtiments techniques, un assouplissement sera apporté dans la rédaction de l'article A-11 -3 relatif aux toitures, selon les modalités suivantes :</p> <p>-L'article A-11 3 a) concernant les pentes autorisera des toitures ayant des pentes inférieures à 25%, à condition qu'elles fassent l'objet d'une intégration dans la composition d'ensemble de la façade ou qu'elle soit totalement masquée par un acrotère. Dans ce cas, le sommet de l'acrotère doit correspondre au faîtage de la toiture.</p> <p>-L'article A-11 3 b) concernant les couvertures autorisera, pour les bâtiments techniques, d'autres matériaux que les tuiles ou les toitures végétalisées.</p>
DDTM service environnement	2 C 097 887 4296 6	21/12/2015	21/01/2016	Pas de retour	Réputé favorable		
SYNDICAR DES EAUX D'ENTRAIGUES	2 C 097 887 4288 1	21/12/2015	21/01/2016	Pas de retour	Réputé favorable		
CHAMBRE DES METIERS ET DE L'ARTISANAT	2 C 097 887 4290 4	21/12/2015	21/01/2016	18/01/2016	Favorable	Pas de réserves ou prescriptions	
CONSEIL GENERAL DU VAR	2 C 097 887 4292 8	21/12/2015	21/01/2016	Pas de retour	Réputé favorable		
ARS	2 C 097 887 4293 5	21/12/2015	21/01/2016	19/01/2016	Favorable	Pas de réserves ou prescriptions	
SYMIELEC VAR	2 C 097 887 4299 7	21/12/2015	21/01/2016	Pas de retour	Réputé favorable		
SDIS DU VAR	2 C 097 887 4300 0	21/12/2015	21/01/2016	Pas de retour	Réputé favorable		
SOCIETE CANAL DE PROVENCE	2 C 097 887 4301 7	21/12/2015	21/01/2016	22/01/2016	Réputé favorable (au-delà du délai)		
DRAC	2 C 097 887 4294 2	21/12/2015	21/01/2016	Pas de retour	Réputé favorable		
ESCOTA	2 C 097 887 4302 4	21/12/2015	21/01/2016	22/01/2016	Réputé favorable (au-delà du délai)		
INAO	2 C 097 887 4012 2	22/12/2015	22/12/2016	12/01/2016	Favorable	Pas de réserves ou prescriptions	
CNPF paca	2 C 097 887 4013 9	21/12/2015	21/01/2016	24/12/2015	Réputé favorable (au-delà du délai)		
Maire des Mayons	2 C 097 887 4015 3	19/12/2015	19/01/2016	Pas de retour	Réputé favorable		
Maire du Cannet des Maures	2 C 097 887 4017 7	21/12/2015	21/01/2016	Pas de retour	Réputé favorable		
Maire du Thoronet	2 C 097 887 4016 0	19/12/2015	19/01/2016	Pas de retour	Réputé favorable		
Maire de Flassans sur Issole	2 C 097 887 4014 6	21/12/2015	21/01/2016	Pas de retour	Réputé favorable		
Mairie de Gonfaron	2 C 097 887 4304 8	29/12/2015	19/01/2016	Pas de retour	Réputé favorable		